

Union européenne-pays méditerranéens: échanges de services et investissements en hausse

Les échanges de services entre l'Union européenne et les pays partenaires méditerranéens s'accroissent doucement. En revanche, leur solde déficitaire au profit des pays méditerranéens a pratiquement doublé en dix ans, principalement à cause du développement du tourisme. Quant aux services aux entreprises, ils dégagent un excédent significatif au profit de l'Union européenne. En forte croissance depuis trois ans, les investissements directs étrangers de l'Union européenne atteignent un montant record de 15 milliards d'euros en 2006.

La croissance des échanges de services et des investissements directs dans les Pays Partenaires Méditerranéens¹ (PPMs) demeure encore fragile, même si la tendance observée depuis les cinq dernières années est plutôt à l'accélération.

Les exportations de services des PPMs se sont en effet accrues de 31% entre 2000 et 2005 alors que la croissance des importations est demeurée limitée à 18%. Parallèlement, après la baisse importante observée en 2002, l'évolution des flux d'investissements directs étrangers (IDE) du reste du monde vers les PPMs a suivi une tendance croissante qui s'est accélérée depuis 2005, avec un montant record d'IDE de 42,9 milliards d'euros en 2006. Les PPMs (à l'exception d'Israël) demeurent receveurs nets d'investissements directs étrangers, mais il convient de noter un frémissement des investissements directs à l'étranger des PPMs.

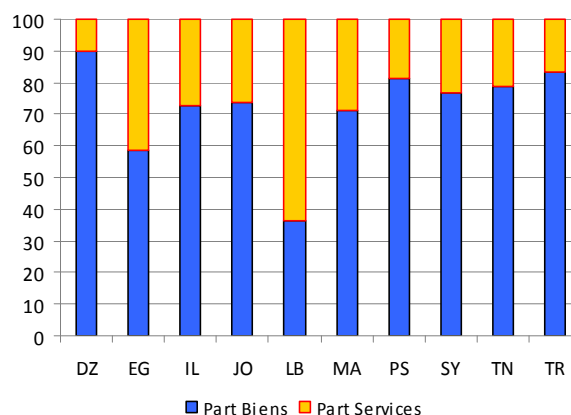
L'Union européenne (UE) a joué un rôle moteur dans les échanges de services des PPMs, avec une croissance entre 2000 et 2005 qui dépasse celle des échanges de biens (45% contre 23% à l'exportation et 77% contre 37% à l'importation). Les flux d'IDE en provenance de l'Europe ont pris aussi une place importante depuis plusieurs années dans les investissements réalisés dans la zone, la Turquie ayant été notamment un pôle d'attraction dominant en 2005 et 2006.

L'un des objectifs du processus de Barcelone (1995) est d'établir à partir de 2010 une zone de libre-échange entre les dix PPMs et l'UE couvrant les échanges de biens et de services, les Investissements Directs Etrangers, y inclus le droit d'établissement.

Plus de dix ans après le lancement du processus de Barcelone, la libéralisation du commerce des biens a connu des avancées significatives. Les produits manufacturés en provenance des PPMs entrent aujourd'hui sur le marché européen libre de tous droits et les pays Méditerranéens ont entrepris le démantèlement de leurs propres tarifs à l'importation².

La libéralisation du commerce des services et des régimes d'investissements prévue dans les Accords d'Association entre l'UE et chacun des PPMs fait l'objet de négociations sur une base volontaire. Ces négociations s'appuient sur les conclusions de la Conférence des Ministres du Commerce qui s'est tenue à Istanbul en juillet 2004 et sur l'Accord Cadre sur le Commerce des Services qui a été signé lors de cette conférence. Des plans d'action ont d'ores et déjà été signés avec le Maroc, la Tunisie, la Jordanie et Israël en application de la Politique Européenne de Voisinage (ENP).

Graphique 1: Parts des échanges de Biens et Services des PPMs en 2005 (%)



¹ PPMs : Algérie (DZ), Egypte (EG), Israël (IL), Jordanie (JO), Liban (LB), Maroc (MA), territoire Palestinien occupé (PS), Syrie (SY), Tunisie (TN), Turquie (TR)

² Cf. European Commission - Trade issues

STRUCTURE DES ECHANGES DE SERVICES DES PPMs

Le tableau 1 ci-contre, élaboré à partir des données de la balance des paiements des PPMs, permet de prendre la mesure du développement des échanges de services pour ces pays entre 2000 et 2005. Il montre que la croissance de ces derniers (11% à l'exportation contre 5% à l'importation) est restée en retrait par rapport à celle observée sur les biens (respectivement 49% et 40%), de telle sorte que la part des services dans le total des échanges de biens et services (exportations + importations) est revenue de 28% à 22%.

La situation varie cependant de pays à pays. Les échanges de services jouent un rôle majeur au Liban (où ils représentent plus de 60% du total des échanges) et en Egypte (plus de 40%). Inversement, à l'autre extrémité du spectre, ce sont les échanges de biens qui dominent pour l'Algérie (90%) et la Turquie (80%).

La croissance des échanges de services de l'Europe avec ses partenaires méditerranéens entre 2000 et 2005 dépasse celle des échanges de biens (45% contre 23% à l'exportation et 77% contre 37% à l'importation), de telle sorte que la part des services dans le total des échanges est passée de 15,2% à 18,5%³ (tableau 2 ci-contre).

La part des PPMs dans les échanges de services de l'UE avec le reste du monde représente aujourd'hui 3,9% des exportations et 7,6% des importations de l'Europe, avec la ventilation par produits indiquée dans le tableau 3.

On observera dans le tableau 4 (ci-contre) qui tente d'estimer l'importance de l'UE dans le total des échanges de services de chacun des PPMs⁴, que l'Europe est un partenaire dominant dans les échanges de la Turquie, de l'Egypte, du Maroc et de la Tunisie. Elle demeure par contre en net retrait dans les échanges d'Israël et du Liban.

³ Faute de données de l'UE-25 rétropolées sur l'ensemble de la période, les données commentées portent sur les relations de l'UE-25 depuis 2004 avec les dix PPMs et celles de l'UE-15 avec ces mêmes pays pour les années antérieures. Les flux non alloués géographiquement ne sont pas inclus dans le total, expliquant la légère différence entre les totaux du tableau 4 et tableau 5.

⁴ Ces données ne sont pas immédiatement comparables puisque celles relatives à l'ensemble des échanges de services des PPMs avec le reste du monde sont issues des balances des paiements de ces pays et celles relatives aux échanges avec l'UE sont fournies par Eurostat.

Tableau 1: Les échanges des PPMs (Mrd EUR)

	Crédit			Débit		
	2000	2005	Croissance %	2000	2005	Croissance %
Biens	122	182	49	159	223	40
Services	65	72	11	44	46	5

Source : balance des paiements des PPMs et Eurostat.

Tableau 2: Les échanges de l'UE³ avec les PPMs (Mrd EUR)

	Crédit			Débit		
	2000	2005	Croissance %	2000	2005	Croissance %
Biens	82,8	101,8	23	64,6	88,8	37
Services	10,9	15,8	45	15,6	27,6	77

Tableau 3: Part des PPMs dans les échanges de services de l'UE en 2005 (%)

	Crédit	Débit
Total services	3,9	7,6
Transports	4,2	8,3
Voyages	4,7	15,7
Autres services	3,5	3,4
Non alloués	6,2	2,2

Tableau 4: Echanges de services des PPMs avec l'UE et le reste du monde en 2005 (Mrd EUR)

	Reste du Monde			dont UE		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
DZ	2,0	3,8	-1,8	1,1	2,0	-0,9
EG	11,4	6,4	5,0	5,2	2,2	3,0
IL	14,1	11,0	3,1	2,3	3,0	-0,7
JO	1,9	2,0	-0,1	0,2	0,5	-0,3
LB	8,7	6,4	2,3	0,5	0,4	0,1
MA	6,5	3,1	3,4	3,1	1,5	1,6
PS	0,2	0,4	-0,2	0,0	0,0	0,0
SY	2,3	1,9	0,4	0,2	0,3	-0,1
TN	3,2	1,8	1,4	3,1	1,0	2,1
TR	21,6	9,2	12,4	11,5	4,5	7,0
Total	71,9	46,0	25,9	27,2	15,4	11,8

Source: balance des paiements des PPMs et Eurostat.

DES ECHANGES DE SERVICES FORTEMENT INFLUENCES PAR LE TOURISME

Les échanges de services de l'UE avec les PPMs présentent un solde structurellement déficitaire au profit de ces derniers, qui s'élève à 11,3 Mrd EUR en 2006 contre 6,2 Mrd EUR au début de la décennie. Ce déficit est lié

pour une très large part aux échanges touristiques, alors que le solde des services hors voyages s'établit autour de l'équilibre, et que les services aux entreprises (« autres services ») dégagent un excédent significatif au profit de l'Union européenne.

Tableau 5: Composantes des échanges de services de l'UE avec les PPMs (Mio EUR)³

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Exportations						
Total Services	14 221	13 289	12 881	15 511	15 853	16 398
Services hors voyages	10 836	9 819	10 207	12 592	13 216	13 875
Transports	3 145	3 326	3 098	4 248	4 631	4 711
Voyages	3 385	3 470	2 674	2 919	2 637	2 523
Autres services	7 691	6 493	7 109	8 344	8 585	9 164
Importations						
Total Services	20 457	20 111	20 922	24 969	27 661	27 675
Services hors voyages	10 483	9 529	10 281	11 903	13 247	14 167
Transports	5 217	4 972	5 205	6 267	7 146	7 621
Voyages	9 974	10 582	10 641	13 066	14 414	13 508
Autres services	5 266	4 557	5 076	5 636	6 101	6 546
Solde						
Total Services	-6 236	-6 822	-8 041	-9 458	-11 808	-11 277
Services hors voyages	353	290	- 74	689	- 31	- 292
Transports	-2 072	-1 646	-2 107	-2 019	-2 515	-2 910
Voyages	-6 589	-7 112	-7 967	-10 147	-11 777	-10 985
Autres services	2 425	1 936	2 033	2 708	2 484	2 618

Le déficit de -11,3 Mrd EUR en 2006 est imputable pour près de 50% aux échanges de l'UE avec la Turquie (-5,2 Mrd EUR). Il est suivi par celui des échanges avec les pays du Maghreb⁵ (-3,9 Mrd EUR) et avec le Machrek⁶ (-2,8 Mrd EUR). Les échanges avec Israël dégagent un excédent de 0,6 Mrd EUR (voir le tableau 6). Les pays importateurs sont: la France (5,7 Mrd EUR), l'Allemagne (4,7 Mrd EUR), le Royaume-Uni (3,7 Mrd EUR) et l'Italie (3,4 Mrd EUR). Les principaux pays exportateurs de services vers les PPMs sont la France (4,1 Mrd EUR),

le Royaume-Uni (2,5 Mrd EUR), l'Allemagne (1,8 Mrd EUR) et l'Italie (1,7 Mrd EUR).

La France concentre ses échanges de services vers les pays du Maghreb (plus de la moitié de ses exportations et 65 % de ses importations). Les échanges de l'Allemagne sont polarisés sur la Turquie (plus de 85% du côté des importations) et ceux du Royaume-Uni sont orientés vers la Turquie (46% des importations) et le Machrek (34% de ses exportations).

Tableau 6: Structure des échanges de services par pays en 2006 (Mio EUR)

	Turquie			Israël			Maghreb			Machrek			Total		
	Credit	Debit	Net	Credit	Debit	Net	Credit	Debit	Net	Credit	Debit	Net	Credit	Debit	Net
UE	5 412	10 597	-5 185	2 958	2 319	639	4 440	8 346	-3 906	3 579	6 407	-2 828	16 389	27 669	-11 280
Allemagne (DE)	950	4 080	-3 140	:	:	:	312	484	-172	519	159	360	1 781	4 733	-2 952
Espagne (ES)	237	430	-193	176	175	1	287	478	-191	84	246	-162	784	1 329	-545
France (FR)	1 162	691	471	197	266	-69	2 203	3 670	-1 467	509	1 077	-568	4 071	5 704	-1 633
Italie (IT)	625	1 181	-556	165	219	-54	528	1 118	-590	398	930	-532	1 716	3 448	-1 732
Pays-Bas (NL)	337	571	-234	472	215	257	106	128	-22	436	306	130	1 351	1 220	131
Royaume-Uni (UK)	764	1 715	-951	587	434	153	275	663	-388	839	886	-47	2 465	3 698	-1 233
Autres	1 337	1 919	-582	1 361	1 010	351	729	1 805	-1 076	794	2 803	-2 009	4 221	7 537	-3 316

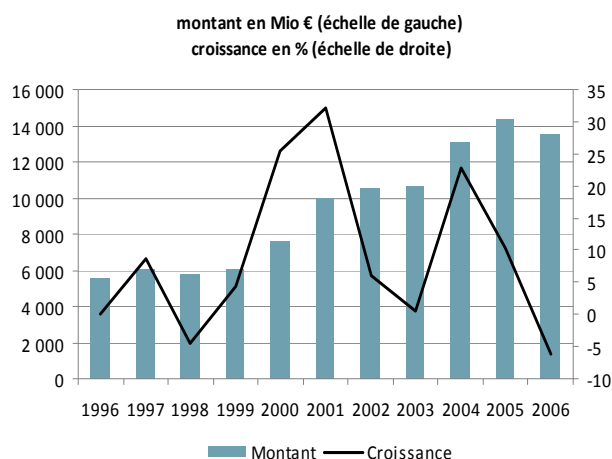
⁵ Maghreb: Algérie, Maroc, Tunisie.

⁶ Machrek: Egypte, Jordanie, Liban, territoire Palestinien occupé, Syrie.

LE TOURISME, UNE SOURCE MAJEURE DE REVENUS POUR LES PPMs

Le poste voyages de la balance des paiements, qui fournit un indicateur de l'évolution du tourisme montre que celui-ci est une source majeure de revenus et que l'Europe est le premier marché émetteur pour les pays méditerranéens. Les recettes liées au tourisme des PPMs ont en effet été multipliées par 2,4 sur la dernière décennie et par 1,8 entre 2000 et 2006. Elles représentent en fin de période près de 50% du total des recettes de

Graphique 2: Dépenses de voyages dans les PPMs (montant et croissance)

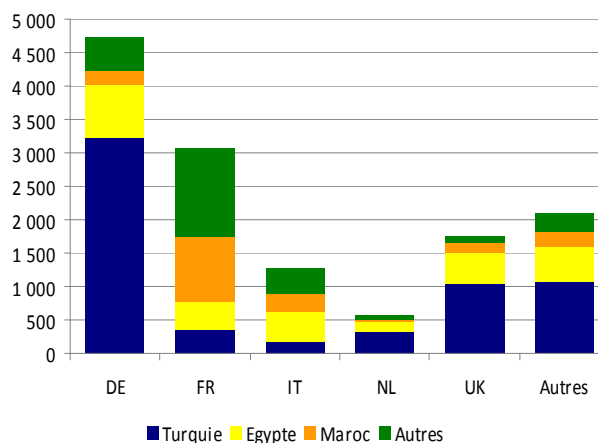


services obtenues auprès des pays européens.

Cette source de revenus s'appuie, outre sur les ressources naturelles, sur une politique promotionnelle active et sur une extension de l'infrastructure hôtelière (cf. notamment les efforts de développement touristique entrepris par le gouvernement Marocain dans le cadre de la « Vision 2010 »)⁷.

Cette source n'est cependant pas à l'abri des tensions géopolitiques régionales comme le montrent les fluctuations du taux de croissance des revenus du tourisme et du nombre de nuitées enregistrées (selon les statistiques euro-méditerranéennes d'Eurostat, le nombre de nuitées aurait notamment fortement diminué en 2001 alors que la baisse des revenus se manifeste en 2002).

Graphique 3: Dépenses de voyages dans les PPMs en 2006: provenance et destination (Mio EUR)



Les principaux pays européens à l'origine des recettes touristiques des PPMs sont par ordre décroissant : l'Allemagne dont les dépenses touristiques sont concentrées sur la Turquie, la France dont le pays de destination privilégié est le Maroc (plus largement les pays du Maghreb), et le Royaume-Uni tourné vers la Turquie et l'Egypte.

LES TRANSPORTS, UN ENJEU MAJEUR POUR LE PROCESSUS D'INTEGRATION

La compétitivité du système de transports internationaux et régionaux, comme celle de l'ensemble des services servant l'infrastructure (« backbone services »), joue un rôle déterminant dans le contexte de la création d'une zone de libre-échange, comme le rappelle le Livre Bleu sur les Transports (2005)⁸, qui fixe des recommandations politiques pour la mise en place d'un système de transports intégré et performant en Méditerranée.

Le secteur des transports constitue le deuxième poste des échanges de services avec l'UE et dégage des excédents structurels pour les PPMs qui atteignent le

montant record de 2,9 Mrd EUR en 2006 (un déficit pour l'UE).

Ce déficit se partage essentiellement entre le transport maritime (53 %) et le transport aérien (40%). Les dépenses de transport maritime, qui se sont fortement accrues ces dernières années, sont à rapprocher de l'évolution du fret transporté, des taux de fret pratiqués (ceux-ci sont orientés à la hausse), et de la part prise par les transporteurs non-résidents ; elles sont concentrées sur l'Algérie et la Turquie. Les dépenses nettes de transport aérien peuvent être rapprochées de l'évolution des services de voyages, avec une forte concentration des dépenses sur la Turquie et l'Egypte.

Tableau 7: Services de transport entre l'UE et les PPMs, ventilation par mode de transport (Mio EUR)

	2001			2002			2003			2004			2005			2006		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
Total	3 145	5 217	-2 072	3 326	4 972	-1 646	3 098	5 205	-2 107	4 248	6 267	-2 019	4 631	7 146	-2 515	4 711	7 621	-2 910
Mer	1 252	2 101	-849	1 311	1 709	-398	1 297	2 138	-841	1 907	2 452	-545	2 029	3 130	-1 101	2 159	3 690	-1 531
Air	1 504	2 565	-1 061	1 619	2 847	-1 228	1 386	2 570	-1 184	1 809	3 134	-1 325	1 969	3 208	-1 239	1 867	2 999	-1 132
Autre	389	551	-162	396	416	-20	415	497	-82	532	681	-149	633	808	-175	685	932	-247

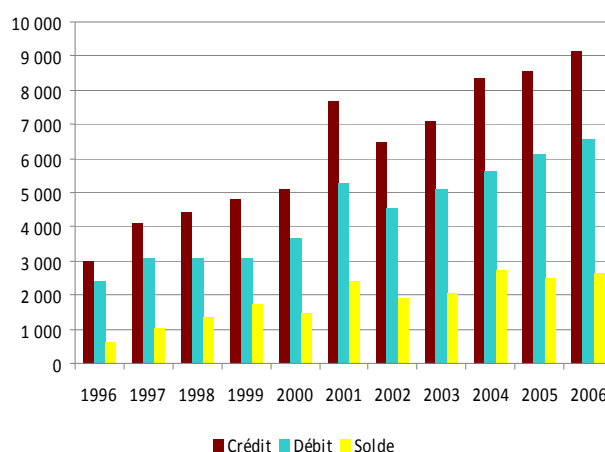
⁷ 10 Millions d'entrées aux frontières en 2010.

⁸ Document d'appui à la Conférence Euromed Transports de Marrakech du 15 décembre 2005.

UN FORT POTENTIEL POUR LES ECHANGES D'AUTRES SERVICES

L'Union européenne est exportatrice nette vers les PPMs pour les « autres services », ensemble hétérogène comprenant l'essentiel des services aux entreprises, en particulier: services de communication, de construction, services financiers, d'assurance et services informatiques. Les échanges de ces services connaissent une très forte croissance au niveau mondial avec le développement des nouvelles technologies de l'information.

Graphique 4: Autres services (Mio EUR)



Si les montants échangés dans le cadre du partenariat Euromed demeurent encore limités, les recettes de l'UE (9,2 Mrd EUR en 2006) ont été multipliées par trois et les dépenses (6,5 Mrd EUR en 2006) par 2,7 sur la dernière décennie.

Les recettes portent majoritairement sur le négoce international (notamment des recettes de sous-traitance dans le secteur automobile en Turquie), les services aux entreprises (services de conseil, de recherche et de développement avec Israël et la Turquie), les services informatiques et les télécommunications.

Les dépenses reflètent l'activité à l'exportation des entreprises localisées dans les PPMs (entreprises locales et multinationales). On trouve au premier plan les services aux entreprises qui font jeu égal du côté des exportations et des importations (Turquie et Israël), les services de télécommunication (« centres d'appel » au Maroc et en Tunisie) et les services informatiques (Israël).

Tableau 8: Les échanges des "autres services" en 2006 (Mio EUR)

	Total			Turquie			Egypte			Maroc			Israël			Autres		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
Total	9 163	6 550	2 613	2 935	1 648	1 287	1 323	671	652	837	667	170	1 477	1 314	163	2 591	2 250	341
Communication	452	860	-408	136	228	-92	61	114	-53	60	257	-197	88	122	-34	107	139	-32
Construction	886	421	465	109	75	34	273	104	169	66	26	40	47	14	33	391	202	189
Informatique	838	430	408	234	26	208	86	2	84	41	5	36	286	311	-25	191	86	105
Négoce	2 071	786	1 285	988	272	716	222	132	90	228	46	182	177	142	35	456	194	262
Entreprises	2 661	2 418	243	679	634	45	393	175	218	284	22	262	518	537	-19	787	1 050	-263
Autres	2 255	1 635	620	789	413	376	288	144	144	158	311	-153	361	188	173	659	579	80

ATTRACTIVITE ACCRUE DES PPMs POUR LES INVESTISSEMENTS DIRECTS DE L'UE

Après la baisse importante observée en 2002, l'évolution des flux d'investissements directs étrangers (IDE) du reste du monde vers les PPMs a suivi une tendance croissante qui s'est accélérée depuis 2005, avec un montant record de plus de 40 milliards d'euros en 2006, dont plus des deux tiers s'est orienté vers Israël et la Turquie.

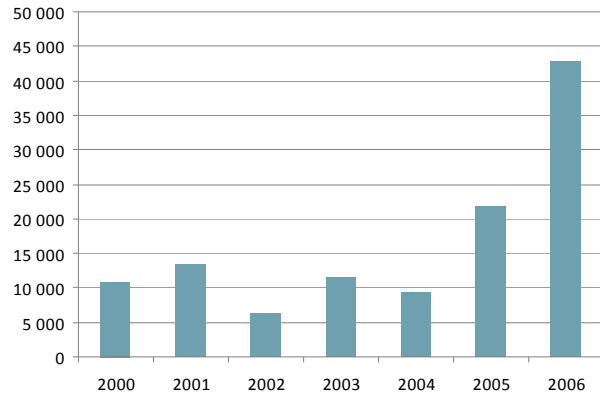
L'Europe tient une place importante dans ces investissements depuis le début des années 2000, même si les flux varient fortement d'une année à l'autre selon le pays ou la région concernée et les opportunités d'investissements qui se présentent. Ces flux semblent connaître une forte croissance depuis trois ans pour

atteindre le montant record de 15,3 Mrd EUR en 2006 (soit un doublement par rapport à 2005 et 6% du montant total des IDE sortant de l'UE).

Cette hausse des IDE observée en 2006 s'explique notamment par la progression des investissements réalisés en Turquie (10,5 Mrd EUR) avec de grosses opérations réalisées dans le secteur des télécommunications, le secteur bancaire et les hydrocarbures, et les investissements en Egypte (3,3 Mrd EUR) notamment dans le secteur de la banque-assurance⁹.

⁹ Cf. le « World Investment Report 2006 » de la CNUCED

Graphique 5: Flux d'IDE en provenance du reste du monde vers les PPMs (Mio EUR)



Graphique 6: Flux d'IDE entrant dans les PPMs en provenance de l'UE (Mio EUR)

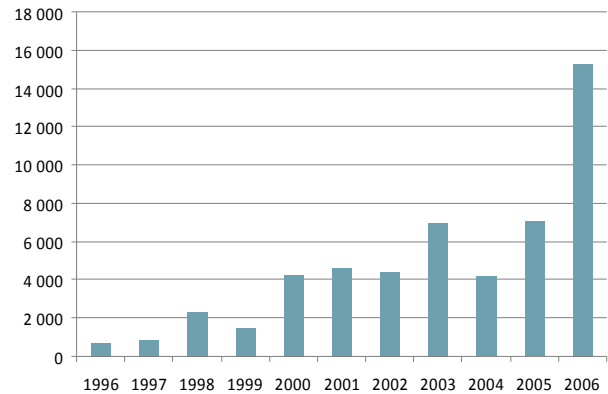


Tableau 9: Destination des flux d'IDE de l'UE entrant dans les PPMs (Mio EUR)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
PPMs Flux IDE	691	881	2 295	1 515	4 249	4 613	4 405	6 977	4 201	7 063	15 292
PPMs Stocks IDE					25 038	26 031	24 408	33 288	39 817	54 632	67 785
PPMs Flux IDE	691	881	2 295	1 515	4 249	4 613	4 405	6 977	4 201	7 063	15 292
Maghreb	218	623	504	109	326	215	498	1 912	369	1 317	1 499
Maroc	176	448	88	248	210	209	227	1 707	166	1 096	1 179
Machrek	57	132	785	426	2 403	508	1 368	1 068	1 199	943	3 433
Egypte	52	39	541	390	2 104	522	1 306	995	1 172	773	3 285
Turquie	416	126	1 006	979	1 520	2 975	802	1 164	1 146	4 413	10 492
Israël	181	87	268	-195	771	305	204	131	165	681	-81

Source : Balance des paiements des PPMs

Les stocks d'IDE de l'Union européenne dans les PPMs ont ainsi atteint 68 milliards en 2006.

La répartition des stocks d'IDE par pays de provenance et de destination montre une concentration vers la Turquie et les pays du Maghreb (avec la dominance du Maroc), puis le Machrek (avec la dominance de l'Égypte), Israël se situant loin derrière.

Ce sont la France (avec une spécialisation géographique vers les pays du Maghreb), Le Royaume-Uni (vers le Machrek), l'Allemagne (vers la Turquie) et les Pays-Bas (vers la Turquie et Israël) qui sont les principaux investisseurs vers les PPMs. Ces pays détenaient en 2005 la moitié des positions d'investissements directs.

Selon la base de données MIPO (Mediterranean Investment Project Observatory), les Investissements Directs de l'Union européenne se concentrent sur quelques secteurs : l'industrie manufacturière (automobile, chimie, industrie agro-alimentaire, textiles), mais aussi la banque-assurance qui a connu ces dernières années quelques grosses opérations de fusions acquisitions, le bâtiment et travaux publics et les infrastructures de transports, le tourisme et les infrastructures hôtelières, l'énergie (infrastructures et distribution) et les télécommunications (achat de licences ou de tout ou partie du capital public de certains opérateurs)¹⁰.

¹⁰ Cf « Les Investissements Directs à l'Étranger (IDE) dans la région MEDA en 2006 », Notes et Documents n°23, Réseau Euro-Méditerranéen des Agences de Promotion des Investissements Anima (<http://www.animaweb.org/>) Marseille, France, mai 2007.

Les actifs d'IDE de l'UE dans les PPMs ont généré en 2006 des revenus d'un montant de 6,7 milliards d'euros après 4,7 milliards en 2005. Une mesure du rendement des IDE peut être calculée en rapportant les revenus d'IDE de 2006 et la position d'investissement direct mesurée fin 2005.

Le taux de retour sur investissement s'élèverait selon ce calcul à 12,3% après 11,8% en 2005, à comparer avec le taux moyen calculé pour la totalité des actifs investis hors de l'UE qui se serait élevé à 8,8%.

Graphique 7: Stocks d'IDE dans les PPMs en provenance de l'UE (Mio EUR)

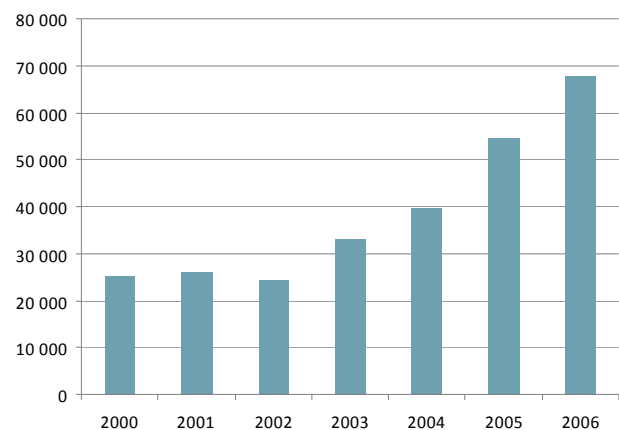


Tableau 10: Qui investit où: les stocks d'IDE de l'UE dans les PPMs en 2005 (Mio EUR)

	UE	DE	ES	FR	IT	NL	UK
PPMs	54 632	4 345	2 173	12 773	2 171	3 336	5 875
Maghreb	13 200	418	:	7 790	812	:	:
Maroc	11 366	190	2 173	7 066	243	:	85
Machrek	9 336	639	:	1 978	326	:	:
Egypte	8 949	413	:	1 624	250	718	1 534
Turquie	23 247	3 168	:	2 473	957	1 557	:
Israël	3 575	106	:	532	71	821	:

LES PAYS PARTENAIRES MEDITERRANEENS INVESTISSENT EN EUROPE

Il convient enfin de noter l'émergence des investissements directs en provenance des PPMs sur le territoire de l'Union européenne, avec un stock qui s'élève à 16,4 Mrd EUR fin 2005.

Les pays de provenance des IDE sont la Turquie, Israël et dans une moindre mesure le Liban. Les pays de destination sont la France et les Pays-Bas et dans une moindre mesure le Royaume-Uni et l'Allemagne.

Tableau 11: Qui investit où: les stocks d'IDE des PPMs dans l'UE en 2005 (Mio EUR)

	UE	DE	ES	FR	IT	NL	UK
PPMs	16 422	1 380	117	2 850	419	2 824	1 461
Maghreb	1 273	:	:	822	78	:	:
Maroc	792	:	117	381	38	:	:
Machrek	2 777	:	:	1 740	239	140	79
Liban	1 757	:	:	1 521	58	:	44
Turquie	6 339	603	:	117	14	418	:
Israël	5 438	777	:	171	33	2 264	1 056

CE QU'IL FAUT SAVOIR - NOTES METHODOLOGIQUES

Sauf indication contraire, les données utilisées pour le présent numéro de Statistiques en Bref proviennent de la base de données d'Eurostat concernant la balance des paiements (BDP). La balance des paiements de l'UE est calculée comme la somme des comptes harmonisés de la balance des paiements des Etats Membres, agrégat auquel il faut ajouter la balance des institutions de l'UE.

Le cadre méthodologique est celui de la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International (en cours de révision).

Le compte des transactions courantes enregistre les opérations portant sur les ressources réelles et comporte quatre subdivisions : les biens, les services, les revenus et les transferts courants.

Le poste des services comprend trois rubriques: les transports, les voyages et les autres services. Les autres services constituent un ensemble hétérogène comprenant les services de communication, les services de construction, les services financiers, les services d'assurances, les services informatiques et l'ensemble des services aux entreprises.

Le poste revenu compte deux subdivisions : la rémunération des salariés et les revenus des investissements parmi lesquels figurent les intérêts et dividendes générés par les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements. Les transferts courants sont tous ceux qui ne peuvent être dits transferts en capital ; ils modifient directement le niveau du revenu disponible et influent sur la consommation des biens et services.

Les investissements directs étrangers (IDE) sont des investissements internationaux qui reflètent l'intention, pour une entité résidente dans une économie, d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise opérant dans une autre économie. L'intérêt durable implique l'existence de relations à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise d'investissement direct, et un niveau significatif d'influence de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise. En pratique l'entreprise d'investissement direct se définit comme une entreprise constituée ou non en société dans laquelle l'investisseur direct possède 10% ou plus des actions ordinaires ou du nombre de voix (pour une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (pour une entreprise non constituée en société).

Flux et positions d'IDE: au moyen des flux d'investissements directs, l'investisseur constitue une position d'IDE (parfois appelée stocks d'IDE) qui figure dans son bilan annuel. La position se distingue des flux cumulés en raison des réévaluations (variations des prix et des taux de change et autres ajustements tels que le rééchelonnement ou l'annulation de prêts).

Le présent document a été élaboré avec la coopération de M. François Renard, consultant en Balance des Paiements dans le cadre de MEDSTAT II, le programme régional de coopération statistique euro-méditerranéen financé par l'UE.

Lancé en janvier 2006, le programme *MEDSTAT II* vise à:

- harmoniser les méthodes statistiques dans les pays partenaires méditerranéens conformément aux conventions et normes européennes et internationales;
- améliorer la comparabilité des données entre les pays partenaires ainsi qu'avec les États membres de l'UE et les pays de l'AELE;
- augmenter la qualité des services offerts aux utilisateurs par les instituts statistiques nationaux et leurs organismes partenaires associés à la production des statistiques.

Une attention particulière est accordée à **9 secteurs**: commerce des marchandises et des services, comptes nationaux, statistiques sociales, énergie, agriculture (y compris la pêche), environnement, tourisme, transport et migration.

Le programme inclut actuellement dix pays partenaires: Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, territoire palestinien occupé, Syrie, Tunisie et Turquie.

Site Web de MEDSTAT: <http://ec.europa.eu/eurostat/medstat>

Contacts: EUROPEAID-INFO-MEDSTAT2@ec.europa.eu

Symboles:

: non disponible; - non applicable

Pour en savoir plus

Données : [Eurostat Website: http://ec.europa.eu/eurostat](http://ec.europa.eu/eurostat)

Sélectionnez votre thème sur le côté gauche de la page d'accueil et ensuite « Données » dans le menu.

Données: [Site Web d'Eurostat/Statistiques générales et régionales](#)

Statistiques générales et régionales

 **Pays hors UE**

 **Pays méditerranéens**

Les journalistes peuvent contacter le service média support :

Bâtiment BECH, Bureau A4/125 L - 2920 Luxembourg

Tel. (352) 4301 33408 Fax (352) 4301 35349

E-mail: eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

European Statistical Data Support :

Eurostat a mis en place, conjointement avec les membres du "Système statistique européen", un réseau de centres d'appui, qui couvrira presque tous les États membres et certains pays de l'AELE.

La mission de ces centres sera d'aider et d'orienter les utilisateurs qui se procureront des données statistiques européennes sur l'internet.

Vous trouverez sur notre site internet des informations sur ce réseau de centres d'appui : <http://ec.europa.eu/eurostat/>

Une liste des bureaux de vente dans le monde est disponible à :

l'Office des publications officielles des Communautés européennes.

2, rue Mercier

L - 2985 Luxembourg

URL: <http://publications.europa.eu>

E-mail: info@publications.europa.eu

Fin de rédaction : 17.11.2008

Données extraites le : 06.10.2008

ISSN 1977-0332

Numéro de catalogue : KS-SF-08-106-FR-N

© Communautés européennes, 2008